

édition française

[1972]

numéro cinq

RESISTENCIA

mouvement révolutionnaire du 8 octobre * Brésil



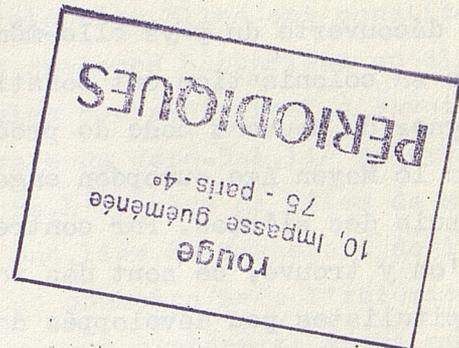
40 p 7940

revolution bresilienne



thèses du MR 8

1. révolution socialiste



Le point de départ pour la définition d'une perspective révolutionnaire à court, moyen et long terme se situe dans la compréhension correcte de la structure de notre société, des rapports de production existants, du rôle joué par chaque classe dans le processus de production, du stade de développement des forces productives, des contradictions engendrées par le système.

Pendant une longue période, l'importation des modèles "théoriques" a empêché la gauche brésilienne d'approfondir une étude de notre réalité. L'analyse des classes et des contradictions de classe furent reléguées à un second plan, et l'ambiguïté prit la place du marxisme. Or, maintenant, la première question à laquelle doivent répondre les avant-gardes concerne la définition des forces sociales qui s'intéressent à un processus de transformation ré-

volutionnaire, ainsi que de celles qui s'y opposent.

Brésil, pays capitaliste

La société brésilienne se caractérise par une structure capitaliste de production. Dans les villes, le système industriel et l'exploitation du travail salarié en constituent l'expression. A la campagne, comme dans toute structure capitaliste, le capitalisme se développe de façon inégale, néanmoins on remarque clairement les rapports de production capitalistes dans les secteurs-clé de l'économie agraire, dans les vastes extensions tournées vers l'exportation - principalement café, cacao, sucre, coton - ainsi que dans les secteurs plus modernisés. Les formes ambiguës de rémunération de la force de travail, qu'on trouve surtout dans les régions plus arriérées (le métayage, par exemple), ne font que

démontrer une surexploitation des travailleurs, bien que pendant très longtemps des historiens et des "théoriciens" aient entrepris de présenter ces formes comme étant les séquelles d'un féodalisme décadent.

Or, le Brésil n'a connu le féodalisme à aucun moment de son histoire. La découverte du pays elle-même ainsi que sa colonisation ont constitué des signes du nouveau mode de production que le Moyen Age européen engendrait depuis des siècles. Par contre, ce qu'on y trouve, ce sont des rapports capitalistes peu développés dans quelques régions, ce qui a provoqué tout un malentendu conceptuel à partir duquel on s'est mis à prouver que la révolution brésilienne avait un caractère anti-féodal.

Nous pouvons dire que ce qui caractérise le mode de production d'une société nous est donné par ce qui existe d'essentiel dans les rapports établis en son sein. Comprendre ceci est important, car c'est ce qui nous permettra de comprendre les lois qui régissent le développement de cette société, les lois qui régissent les contradictions existant en son sein, ses tendances, ainsi que la forme // historique de résoudre ces contradictions. Ceci permettra aux révolutionnaires de faire de leurs programmes des réponses extraites de la réalité elle-même, au lieu de pures rêveries utopiques.

Par exemple, jusqu'à présent, malgré l'extermination impitoyable à

laquelle sont soumis depuis longtemps les indiens au Brésil, on y trouve / des communautés indigènes au stade / primitif; cependant, personne ne pourra penser que l'essence de la société brésilienne s'y trouve, ni affirmer que nous constituons une société primitive. De même, dans quelques régions de la campagne - de façon peu significative - on trouve de petites propriétés marginales ou semi-marginales, en dehors du marché, tournées / vers la simple subsistance de manière quasi autarcique; néanmoins personne n'osera dire qu'elles impriment leur qualité à la structure du système brésilien.

Mais nous ne pouvons pas dire que le capitalisme brésilien soit un capitalisme comme un autre. Même si son fonctionnement obéit aux lois générales qui régissent toutes les sociétés capitalistes, il présente des particularités qui le rendent spécifique. La connaissance de ces particularités est ainsi importante que la connaissance du caractère essentiel du système, car ce sont elles / qui détermineront les particularités de notre processus historique, du processus de lutte de classes / dans notre société. Le Brésil est un pays aussi capitaliste que la France ou l'Italie, mais il n'est pas capitaliste comme la France ou l'Italie.

Origines et développement historique du capitalisme brésilien

Le trait spécifique fondamental du

capitalisme brésilien peut être identifié soit partant d'une approche de notre société d'aujourd'hui, soit, à partir des origines et du développement historique du capitalisme brésilien; nous nous référons à l'intégration dépendante à l'impérialisme, dont les origines se trouvent dans la domination coloniale à laquelle nous avons été soumis au début de notre histoire, et aussi dans la forme qu'à prise cette domination. En jettant un regard sur le passé, nous constatons que le capital, mercantile portugais (ainsi que le hollandais, l'anglais et le français) a établi son contrôle total sur les activités économiques développées, dans la colonie. Une activité économique mono-productrice s'y créa, faisant de la dépendance l'essence même de notre économie. Le Brésil exportait matière première et importait pratiquement tous des centres métropolitains. Dès lors, notre économie a progressé par cycles, durant lesquels un seul produit constituait le support de toute l'économie. Au début (XVI^e siècle) ce fut le bois extrait des forêts du littoral; aussi - tôt après, la canne à sucre; ensuite l'or déjà à la fin du XIX^e siècle, l'implantation et l'expansion de la culture du café. Selon les besoins du produit, des structures spécifiques, se sont développées, et quelques unes d'entre elles ont laissé un héritage qui a survécu jusqu'à nos jours. Par exemple, la grande propriété du Nord-Est, dont l'origine re-

monte aux vastes plantations de sucre travaillées par les esclaves, pendant le XVII^e et le XVIII^e siècle. En outre, étant donnée l'extension du territoire et la quantité de ses ressources, parallèlement aux grands cycles d'exportations, à côté d'eux d'autres activités se sont établies et développées. Elles ont constitué ce que quelques historiens appellent cycles "subsidiaires", à savoir, l'élevage du Nord-Est, lié au cycle du sucre. L'élevage de bêtes de somme au Sud, liée au transport de l'or et au commerce avec l'intérieur de la région minière; et aussi quelques cycles indépendants - bien que toujours dirigés vers le marché extérieur - comme le caoutchouc, en Amazonie, "boom" du début de notre siècle.

On voit ainsi que l'occupation du territoire national reproduit le même type de structure; production à large échelle tournée vers l'exportation. (1) Car, le trait essentiel de notre histoire économique étant lié à l'activité exportatrice des matières premières, les centres urbains sont demeurés pratiquement tournés vers les activités commerciales et administratives? Notre indépendance politique du Portugal, en 1822, n'a pas modifié l'essence de ce système: elle refléta avant tout la décadence du mercantilisme portugais et l'ascension du capitalisme anglais. De même, la proclamation de la République en 1889 n'a signifié que la conquête,

au renversement de l'oligarchie sucrière esclavagiste. En 1888 les esclaves furent libérés, et en 1889 la République fut proclamée; or, pour la culture du café, plus développée que celle du sucre, le travail des esclaves était moins lucratif que le travail salarié, soit d'anciens esclaves, soit d'immigrants. Car, en plus de sa basse productivité, l'esclave est devenu très cher à partir du moment où l'Angleterre décida de boycotter le trafic.

La dépendance et la collaboration de l'oligarchie agraire avec le capitalisme anglais ont souffert quelques petites crises pendant le XIXème siècle, qui se sont toujours terminées par la soumission des nationaux. Car dès que ceux-ci se montraient plus résolus, les navires de guerre de la Reine s'arrêtaient devant nos côtes pour défendre le principe divin et royal du libre commerce.

C'est ainsi que dès le début-déjà au XVIIIème siècle- toutes les tentatives même timides d'implantation d'une industrie nationale furent écrasées. Des lois portugaises sont allées jusqu'à interdire la pratique de l'orfèvrerie au Brésil. Les Anglais, eux, n'avaient pas besoin de lois; ils anéantissaient n'importe quelle velléité industrielle pour la simple défense du libre-échange. Des théories entières

ont été bâties pendant l'empire (1822-1889) par les latifondistes et leurs parrains "libre-échangeurs", dans le but de prouver que le Brésil par son extension et par sa richesse naturelle, était un pays particulièrement doué pour les activités primaires. Partant, à la fin du XIXème siècle, nous y trouvons la petite bourgeoisie urbaine qui raisonne en français, les grands seigneurs latifondistes qui eux, raisonnent en sterlings, et enfin, la quasi totalité de notre peuple, écrasé à l'intérieur des grands domaines ruraux.

Notre développement industriel débuta pendant la Ière Guerre Mondiale. L'apparition du vaisseau sous-marin a pratiquement coupé, pendant quatre ans, notre contact avec la métropole anglaise; par conséquent, toute une série de petites industries s'établirent dans le but de fournir au pays le produit industriel qui n'arrivait plus. La fin de la guerre provoqua la disparition d'un bon nombre d'entreprises, marquant aussi le début d'une influence croissante de l'impérialisme nord-américain. Celui-ci pendant tout le XIXème siècle, s'était adonné à aiguiser ses griffes pratiquant la doctrine Monroe-

"l'Amérique pour les Américains". La crise de 1930 et la IIe guerre mondiale ont signifié un nouvel essor pour notre industrie, cette fois-ci plus significatif, bien que toujours dans le même cadre existant, lors du premier essor. La crise nous priva de marchés pour nos produits primaires d'exportation - ainsi qu'elle nous rendit incapables d'importer des biens devenus essentiels. Par contre, la diminution des importations libéra des capitaux pour l'activité industrielle naissante. Les contradictions entre les secteurs industriels de la bourgeoisie et les secteurs latifondistes exportateurs éclatèrent dans la Révolution de 1930, qui a porté au pouvoir, le secteur industriel, appuyé par la petite bourgeoisie urbaine, ainsi que par l'insignifiant prolétariat industriel. Cependant, la "fin de la vieille République" ne marqua pas, la destruction du pouvoir des latifondistes. Il s'agit plutôt d'une nouvelle distribution du pouvoir au sein des classes dominantes brésiliennes, correspondant à l'importance croissante de la bourgeoisie industrielle. Et ceci, est d'autant plus vrai que celle-ci, aussitôt au pouvoir, forma une alliance avec ceux qu'elle venait de "mettre en déroute". Il ne pouvait en être autrement car le secteur industriel de la bourgeoisie dépendait des devises, provenant de l'exportation des produits primaires, principalement du café, pour importer la technique et

les machines dont il avait besoin. Le processus d'urbanisation et d'industrialisation représenta une grande transformation dans la structure, du système capitaliste brésilien, ainsi qu'un plus haut degré de complexité. Néanmoins, ceci n'a signifié à aucun moment une rupture avec les centres du capitalisme international, de la même façon que l'industrialisation ne s'était pas faite aux dépens de l'oligarchie agraire, mais avec son accord, sa collaboration et ses capitaux. Les liaisons profondes entre, la bourgeoisie agraire, la bourgeoisie industrielle et l'impérialisme, malgré les crises et les contradictions partielles ont été présentes pendant tout les processus de développement industriel du pays.

Par conséquent, il serait faux de voir la domination impérialiste au Brésil comme une domination externe qui s'abattit sur toute la nation. L'impérialisme est une force présente à l'intérieur même de notre société, à côté des classes dominantes locales, participant avec elles à l'exploitation de notre peuple. Evidemment les formes prises par cette domination tout au long de notre histoire n'ont pas été semblables de même que dire "côte à côte" avec la bourgeoisie nationale - ne reflète pas tout à fait le rôle dominant accompli par l'impérialisme aujourd'hui.

Le capitalisme intégré et dépendant

Le surpassement de la période coloniale par l'impérialisme, ainsi que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, constituent des données fondamentales pour comprendre, le capitalisme brésilien comme intégré et dépendant, l'exportation des capitaux assumant de plus en plus, le rôle prépondérant dans les rapports entre le centre impérialiste, et les régions périphériques.

D'abord le capital anglais s'était installé soit dans le commerce, soit dans les secteurs de service (électricité, chemins de fer, etc.) A partir de la IIe guerre mondiale, le capital américain (et d'autres plus récemment) se tourna fondamentalement vers les activités productives et les secteurs clés de ces activités. Les années 50 assistèrent à l'accélération de ce procès: le capital monopoliste était en train de s'établir, et il assumait l'hégémonie au sein de la bourgeoisie brésilienne elle-même. La dépendance prit, un autre caractère; l'impérialisme était partout, y compris lié aux industries de capital national, soit à travers l'achat du contrôle des actions, soit par le recouvrement, des royalties, soit par l'absorption pure et simple.

Mais, qu'arrivait-il quand il y avait une résistance de la part de la bourgeoisie autochtone? L'impéria-

lisme n'envoyait pas ses navires, mais ce n'était pas par impuissance. Dès que la résistance devenait impertinente, dès que des couches chaque fois plus importantes d'ouvriers et des paysans commençaient à y prendre part, en exigeant des réformes sociales profondes, il n'avait pas besoin d'intervenir avec ses troupes. Les classes dominantes, s'unissaient et lançaient le coup définitif, sur les secteurs qui prétendaient un développement autonome et national du capitalisme brésilien.

1964 a marqué, pour la bourgeoisie brésilienne, une option qui s'esquissait déjà à ses propres origines; entamer un combat acharné contre l'impérialisme s'alliant au peuple dans une révolution populaire ou bien transformer en "état de droit" son association dépendante, avec l'impérialisme. Les secteurs autonomistes furent presque insignifiants, et les classes dominantes marchèrent unies avec Dieu, pour la famille, pour la propriété, contre le communisme athée en défense de la société occidentale chrétienne, dont l'impérialisme est le principal défenseur.

Un changement de cette nature ne pourrait se faire sans apporter des transformations profondes à tout l'appareil institutionnel du pouvoir/. La monopolisation croissante mit en crise toutes les peti

tes et moyennes entreprises, incapables de supporter la concurrence d'un capital qui disposait de ressources infiniment supérieures. L'appareil d'Etat se mit à fonctionner de façon à rendre encore plus facile, et à accélérer davantage ce procès. C'est ce que le ministre de la Planification du premier gouvernement de la dictature, M. Roberto Campos, a appelé "rationalisation du système", menée en pratique par une politique de crédits qui favorisa largement le grand capital. Les faillites se succédèrent et les groupes puissants se renforcèrent de plus en plus.

Le degré d'intégration et de monopolisation de notre économie

La dictature brésilienne garantit, protège et stimule l'intégration à l'impérialisme et la monopolisation de notre économie. Cette monopolisation a été précoce dans le sens où non seulement elle ne fut pas le résultat du bon qualitatif d'un capitalisme concurrentiel autonome, mais elle fut profondément déterminée par la transformation des rapports entre la métropole impérialiste et la "périphérie" dite "sous-développée, au moment où celle-ci, atteint un certain degré de développement? Ainsi, cette monopolisation provoqua l'approfondissement de toute une série de contradictions au sein de la société, des contradictions qui ne pourront jamais être résolues dans le cadre d'un

système capitaliste.

D'une part, cette monopolisation, par la technologie qu'elle apporte, est, totalement incapable d'absorber la main-d'oeuvre disponible lancée annuellement sur le marché par la simple croissance démographique. Cette incapacité ne résulte pas d'une crise circonstancielle du système, mais c'est un aspect structurel qui fait partie de son essence même; 40% de la force du travail active se trouvent structurellement en chômage ou sous-employés.

D'autre part, le drainage des profits par les métropoles capitalistes internationales, les U.S.A., en premier lieu, exigent une augmentation croissante de l'exploitation des travailleurs dans le but d'amenuiser les effets de la décapitalisation. C'est ainsi que de 1964 à 1968 le pouvoir d'achat d'un ouvrier moyen (salaire réel) a diminué de 32%. (2)

Néanmoins la structure agraire s'est maintenue presque intacte, bien que quelques secteurs plus productifs, vivent, eux aussi, en processus de monopolisation et d'implantation de la technologie. La propriété de la terre par une couche réduite de latifundistes demeure à peu près la même, assumant de nouvelles formes, à savoir non plus l'immense latifundia à basse productivité, mais la grande propriété agraire hautement capitalisée et technologiquement développée. Les grandes industries frigorifiques (Swift, Armour etc) sont en train d'incorporer à leurs

immenses pâturages de petites, moyennes et mêmes grandes propriétés. (3) Voici quelques données concrètes qui confirment mieux que toute théorie le degré d'intégration du capital, monopoliste international et national. Dans un rapport présenté par une commission parlementaire constituée en 1968, se trouvaient sous le contrôle direct du capital international :

- 40 % du marché des capitaux
- 82 % des transports maritimes
- 100 % de la production des véhicules à moteur
- 48 % de l'industrie chimique
- 50 % de l'industrie de l'aluminium
- 100 % de l'industrie des pneumatiques
- 62 % du commerce extérieur
- 77 % des lignes aériennes internationales
- 86 % de l'industrie pharmaceutique
- 59 % de la production mécanique
- 90 % de l'industrie vitrière

Ces données sont, de par leur origine, extrêmement limitées. Elles ne font aucune référence aux entreprises qui cachent leurs directions, derrière des directions fantoches, aux diverses formes de dépendance, aux croisements parmi les directions de plusieurs entreprises appartenant en principe à des groupes différents. Elles ne font mention non plus du contrôle exercé, par la Bethlehem Steel et la U.S. Steel sur de grandes réserves de minerai de fer et sur d'autres gi-

sements importants, ni des branches, traditionnellement reconnues comme faisant partie du domaine du capital étranger, à savoir la commercialisation du pétrole (Esso, Shell, etc), la presse, de grands secteurs du commerce et de l'industrie alimentaire (Nestlé, Adeson Clayton etc) ainsi qu'une infinité d'autres.

La monopolisation précoce de l'économie brésilienne a en même temps approfondi l'alliance dépendante de la grande bourgeoisie nationale et internationale et exigé une transformation des instruments institutionnels que l'Etat brésilien mettait au service de classes dominantes. Si l'Etat brésilien est une forme d'organisation de la domination de classe, il fallait le perfectionner, le rendre plus efficace dans l'accomplissement de sa tâche. C'est ainsi qu'il passait non seulement à garantir l'exploitation de classe, mais à organiser cette exploitation, intervenant dans la vie économique de façon significative, soit par l'intermédiaire de sa politique des crédits, soit à travers ses investissements dans les secteurs moins lucratifs mais fondamentaux pour les grands groupes monopolistes (électricité, autoroutes, etc)

Il est évident, qu'étant donnée l'importance qu'assume un appareil d'Etat tellement centralisé et puissant comme celui de la dictature militaire brésilienne, la lutte entre les divers groupes dominants,

ne cesse pas. Cependant, il faut la comprendre dans sa mesure exacte; il s'agit d'une lutte pour déterminer qui profitera davantage du pouvoir que l'union de la grande bourgeoisie nationale et internationale a pu bâtir. Par conséquent, les luttes entamées par ces groupes ne contiennent aucun antagonisme, et les forces révolutionnaires ne pourront en profiter que tactiquement, à la rigueur.

Les conséquences stratégiques de l'analyse de la société brésilienne

Nous avons des camarades qui insistent à transposer des modèles d'autres révolutions à la réalité brésilienne, en affirmant que la lutte, au Brésil, est une lutte pour la libération nationale. (4)

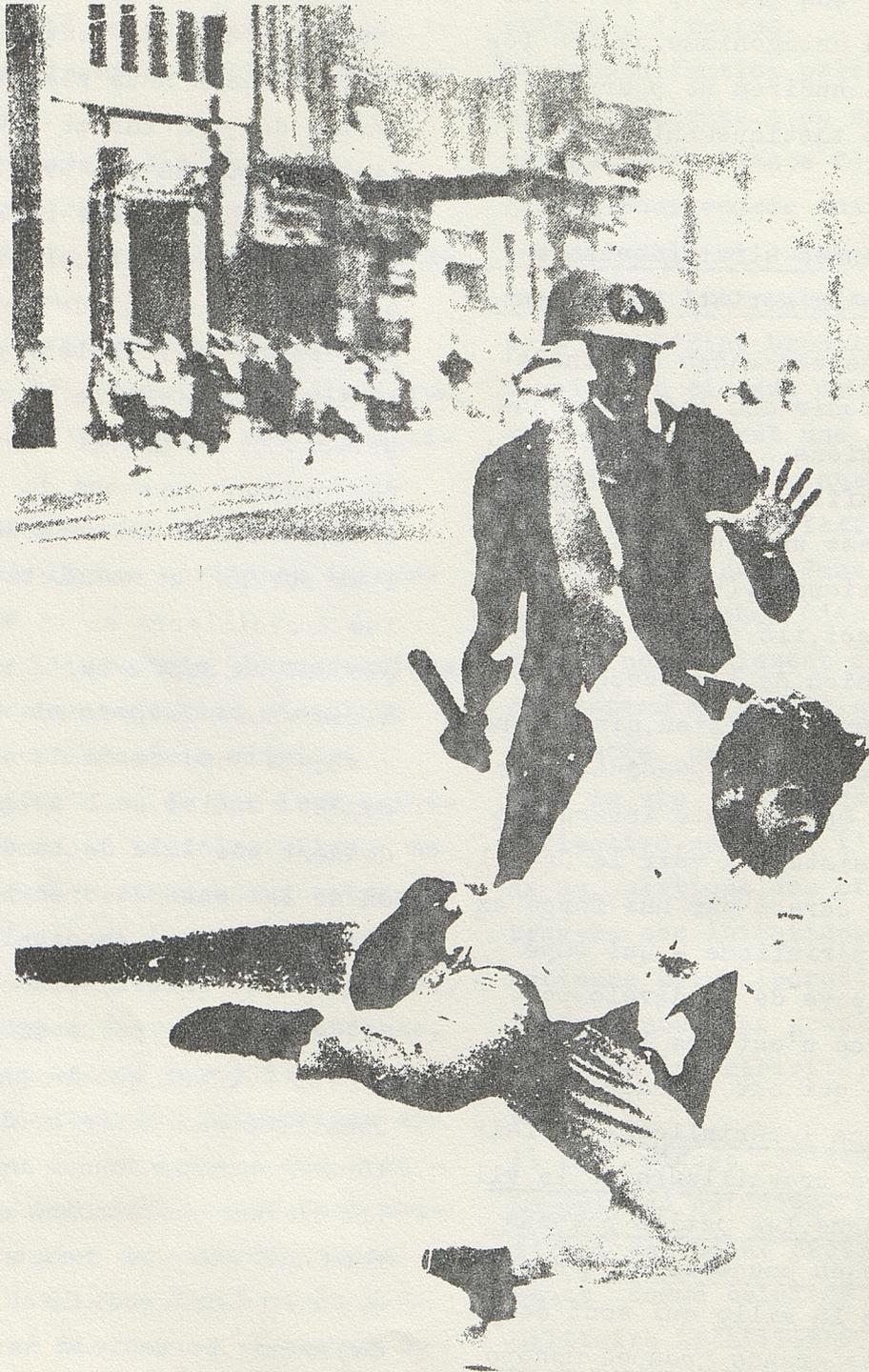
En disant ceci, ils démontrent une incompréhension de l'essence même du capitalisme brésilien, ainsi que de son association dépendante avec le capital monopoliste international. Ils persistent à voir le Brésil comme étant écrasé par une force externe - l'impérialisme - qui empêcherait le pays de se développer.

En réalité, ce n'est pas la nation brésilienne qui est écrasée par une force externe impérialiste. De fait ce sont les travailleurs de la ville et la campagne, les petits paysans et les couches pauperisées non prolétaires de la ville qui sont écrasées par les grands groupes monopolistes nationaux et étrangers, sous

l'hégémonie du grand capital américain. Il ne s'agit donc, pas, de libérer la nation de la domination, mais de libérer le prolétariat et les masses exploitées d'une exploitation de classe.

D'autres camarades affirment que parler de socialisme au Brésil aujourd'hui est un sectarisme, car, en le faisant nous risquerions d'écartier du prolétariat toute une série des couches non prolétaires intéressées à la lutte révolutionnaire. (5) En disant cela, ils proposent de façon ambiguë un programme populaire qui ne laisse pas très clair son contenu de classe. Ils y parlent de la grande importance des couches moyennes de la population, et disent que centrer l'analyse sur la contradiction entre les travailleurs et la bourgeoisie est un sectarisme. Or, répondre à ces camarades, voyons de près quelques données du dernier recensement réalisé en 1970, qui nous donnent une idée de la distribution de la rente au Brésil. (8) Uniquement 7% reçoit le salaire minimum, ou encore moins 5 (45 u.s.) et 89% reçoit moins 500NF (90 US). Il est évident que la pauvreté ne constitue pas toute seule un critère d'appartenance à une classe (le lumpen prolétariat a presque toujours été une masse de manoeuvre de la bourgeoisie.) Cependant le tableau de la distribution de la rente détruit la

mythe d'une immense "classe moyenne" favorisée par rapport au prolétariat. En effet, le secteur tertiaire est hypertrophié, (si on le compare au capitalisme des pays "développés"), mais cette hypertrophie n'empêche pas une paupérisation constante.



de larges couches de ce secteur moyen, ce qui les rapproche beaucoup du prolétariat.

D'autre part, la définition d'un programme révolutionnaire doit être fondée sur une analyse scientifique des contradictions qui existent au sein de la société, du type de contradictions qu'elle approfondit. L'analyse des contradictions qui détermineront la stratégie des forces révolutionnaires dans la société brésilienne doit partir de la constatation de l'unité de la grande bourgeoisie, avec ses capitaux absorbés, dépendante ou en concurrence associative avec le capital international, ainsi que du fait que les rapports de production capitalistes, dans le cadre d'un capitalisme intégré, dépendant, et précocement monopolisé, constituent l'obstacle historique principal au développement des forces productives de façon harmonieuse, de façon à faire bénéficier de ses fruits l'immense majorité du peuple.

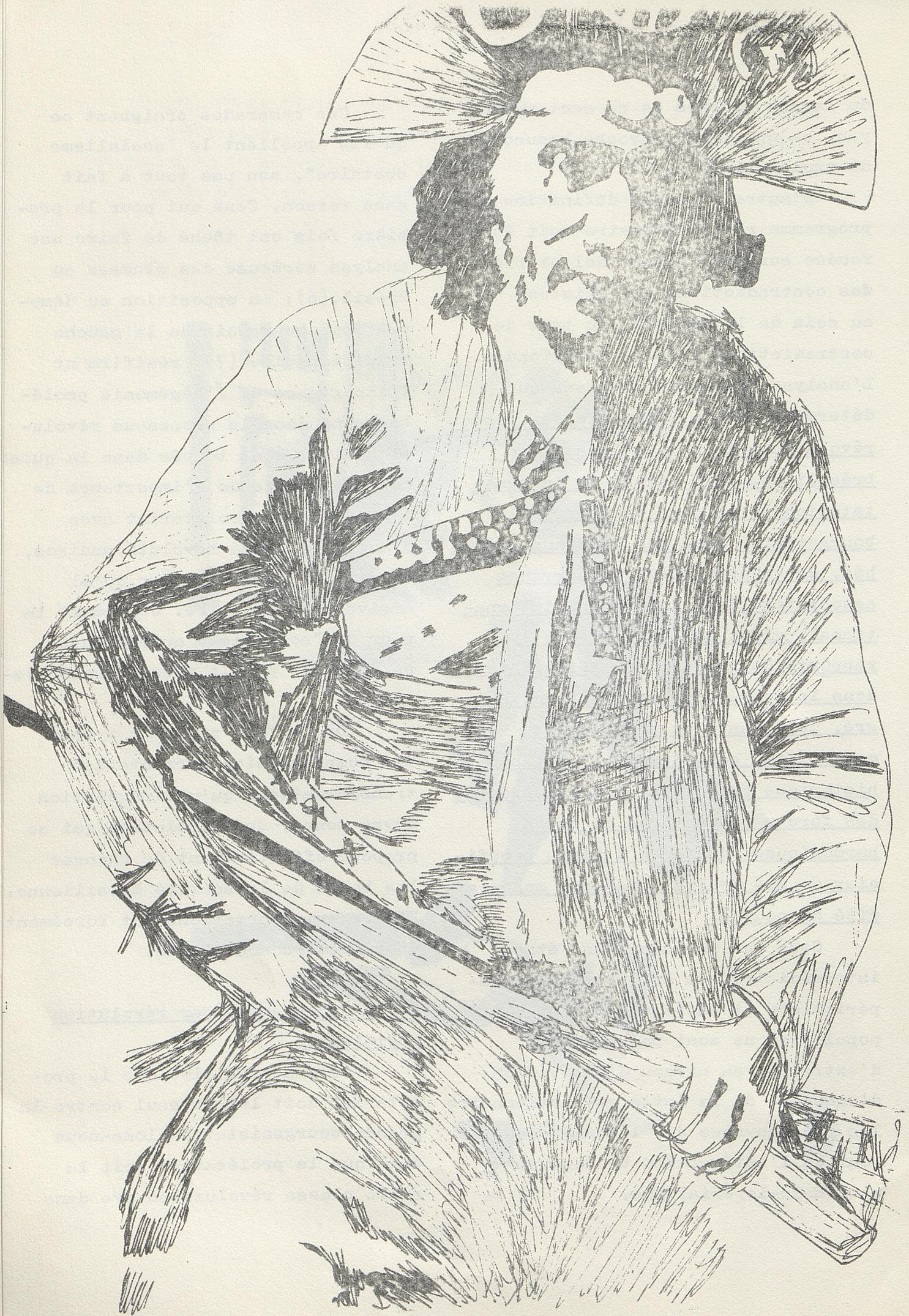
Ceux qui proposent une étape intermédiaire, de caractère anti-impérialiste et anti-latifondiste, populaire, ne sont pas capables d'extraire, au niveau d'une vision d'ensemble de la lutte révolutionnaire les conséquences de l'analyse qu'ils font de l'intégration bourgeoise nationale-impérialisme.

Ces camarades craignent ce qu'ils appellent le "socialisme sectaire", non pas tout à fait sans raison. Ceux qui pour la première fois ont tâché de faire une analyse sérieuse des classes au Brésil, (6); en opposition au démocratisme bourgeois de la gauche traditionnelle (7), réaffirment l'importance de l'hégémonie prolétarienne dans le processus révolutionnaire, sont tombés dans la quasi-méconnaissance de l'importance de l'alliance du prolétariat avec d'autres classes révolutionnaires, condition nécessaire pour qu'il arrive à la victoire. Cependant la peur du "socialisme ouvrier" ne justifie pas la peur du socialisme.

Or il faut que nous ayons une compréhension correcte des transformations qu'une révolution devra mener, une révolution qui se propose effectivement de changer les bases de la société brésilienne. Et ces transformations ont forcément un caractère socialiste.

Qu'entendons-nous par révolution socialiste?

Voulons-nous dire que le prolétariat doit lutter seul contre la grande bourgeoisie? Voulons-nous dire que le prolétariat soit la seule classe révolutionnaire dans



la société brésilienne? Voulons-nous dire que seuls les intérêts du prolétariat seront satisfaits par un Etat qui naisse des cendres de l'Etat bourgeois?

Evidemment il n'en est pas ainsi. Le prolétariat doit chercher l'alliance avec toutes les classes et secteurs dont les intérêts sont inconciliables avec ceux de la grande bourgeoisie. Parmi ces alliances, il trouvera quelques alliés décidés à lutter jusqu'au bout, ainsi que quelques alliés hésitants. C'est à côté des premiers, avant tout qu'une avant-garde révolutionnaire doit travailler: les petits paysans, les paysans sans terre, les secteurs paupérisés des couches moyennes. Les autres, les secteurs de la petite bourgeoisie industrielle, des paysans moyens en voie de paupérisation, seront toujours des alliés douteux, auxquels nous ne pourrons pas faire des concessions de fond.

Et le prolétariat aura-t'il les conditions de gagner ses alliés stratégiques naturels pour cette lutte, ou y trouvera-t'il des ennemis réticents à tout ce qui puisse ressembler au collectivisme? En réalité, de même que ce qui détermine le caractère d'un système est ce qui existe d'essentiel dans sa structure (nous l'avons vu quand nous avons analysé le caractère capitaliste du système social brésilien), ce qui

détermine le caractère d'une révolution, c'est-à-dire, le caractère des transformations à accomplir, c'est ce qui existe d'essentiel dans ces transformations. Et l'essentiel des transformations à accomplir c'est la socialisation des moyens de production en les plaçant sous contrôle d'un Etat qui représente les intérêts des masses exploitées. Ceci ne veut pas dire donc que les petits paysans seront écrasés...au nom du socialisme.

Seul un front des classes révolutionnaires sera capable d'unir des forces suffisantes pour détruire le pouvoir de la bourgeoisie. Et ce front ne pourra mener aux dernières conséquences le processus des transformations révolutionnaires que s'il est sous l'hégémonie du prolétariat.

Partant de la compréhension du caractère socialiste de la révolution brésilienne, nous définissons les tâches centrales du pouvoir révolutionnaire de la façon suivante:

- nationalisation des grands monopoles, urbains et ruraux, du crédit, des banques et du commerce extérieur
- destruction de tout l'appareil de l'Etat bourgeois, de la bureaucratie et de la Justice bourgeoise.
- destruction de l'Armée mercenaire bourgeoise. Maintien de l'Armée révolutionnaire et développement des

milices populaires qui garantissent l'irréversibilité du processus révolutionnaire, soit contre des attaques internes au pouvoir révolutionnaire, soit contre des attaques externes.

- économie planifiée, garantissant le contrôle du nouvel Etat sur la production privée restante.
- distribution des terres improductives, par l'intermédiaire des coopératives, aux paysans sans terres.
- maintien de la petite propriété sous forme de coopérative de production.
- plein emploi. Conditions d'habitat, de transport, d'alimentation, de santé et d'éducation dignes pour tout le peuple.

Il est bien évident que ce programme n'est qu'une esquisse des fondements d'un programme pour le pouvoir révolutionnaire car seul le développement de la lutte révolutionnaire pourra nous mener à une clarification plus grande de toute une série de points que nous pouvons difficilement prévoir aujourd'hui de façon définitive.

La dictature du Prolétariat

La destruction de l'appareil bourgeois est un point qui doit être bien assimilé. Le but de la révolution n'est pas celui de conquérir l'Etat bourgeois, mais celui de le détruire, en mettant à sa place un Etat capable d'accomplir les tâches historiques

qui se présenteront. Tant que la société sera divisée en classes, la lutte de classes se maintiendra. Et tant que les bases objectives soutenant la bourgeoisie nationale et impérialiste se maintiendront vivantes; elles menaceront le pouvoir révolutionnaire et essaieront de reconquérir les positions perdues. Même après la prise du pouvoir le prolétariat et les masses révolutionnaires ne pourront pas hésiter devant les tentatives de contre-révolution. La vigilance constante des masses constitue une donnée fondamentale pour le maintien du processus révolutionnaire dans sa période de construction du socialisme. C'est pourquoi la construction d'un Etat qui accomplisse les transformations nécessaires et dirige la lutte constante économique, politique, idéologique et militaire - si c'est le cas - contre les résidus des classes dominantes sera nécessaire pendant très longtemps encore.

La lutte contre la bourgeoisie et ses alliés de classe ne se termine pas avec la prise du pouvoir, et ceci simplement par le fait que la lutte de classes ne finit pas tant que toutes les classes ne sont pas détruites. L'Etat capable de mener la construction du socialisme et, en même temps, de garantir ce processus par une lutte constante contre la réaction bourgeoise, c'est la Dictature du Prolétariat, c'est-à-dire, l'organisation du Prolétariat en tant que

classe dominante ayant le contrôle des instruments de force et de pouvoir.

Il existe des gens qui, en fonction de la dureté de la lutte anti-dictature que nous entamons, craignent la Dictature du Proletariat. Mais dire Dictature du Proletariat signifie caractériser le contenu de classe de l'Etat qui sera à même de supporter toutes les attaques contre la nouvelle situation créée. Quand nous disons cela, nous ne sommes pas en train de déterminer quel type de gouvernement sera formé juste après le renversement du pouvoir bourgeois. Car ce gouvernement aura une représentation de toutes les classes ayant des intérêts objectifs dans la révolution, et qui ont pris part à la lutte révolutionnaire. On ne doit pas, par conséquent, confondre gouvernement et Etat. L'Etat bourgeois, l'Etat de la dictature de classe bourgeoise peut assumer plusieurs formes de gouvernement: au Brésil nous avons déjà eu une démocratie parlementaire présidentielle, et aujourd'hui nous vivons une période où la dictature de classe de la bourgeoisie s'exprime par une dictature militaire.

L'Etat prolétarien, l'Etat de la Dictature Démocratique du Proletariat assumera diverses formes de gouvernement jusqu'à ce que, par le progrès du socialisme non

seulement dans notre pays, mais aussi à l'échelle internationale, et avec la disparition des classes l'Etat lui-même nait plus raison d'exister. Car, à ce moment-là les classes et les différences de classes auront été détruites, et il ne sera plus nécessaire d'exercer la répression sur une classe réactionnaire. Ce n'est qu'à travers la lutte la plus acharnée contre la réaction bourgeoise que les masses exploitées conquerront la paix définitive.

Lors de son établissement, la dictature du Proletariat doit prendre la forme de Gouvernement des travailleurs de la Ville et de la Campagne. Ceci veut dire une démocratie avec une participation de toutes les masses exploitées, et ce gouvernement devra être contrôlé par les masses. Il s'agira de la première démocratie véritable c'est-à-dire de la première démocratie qui sera réellement sous le contrôle des masses exploitées, instrument à leur service.

La compréhension de ce point, apparemment théorique, est importante car il nous différencie au point de vue stratégique des mots d'ordre lancés par les forces bourgeoises et petites-bourgeoises anti-dictature militaire. La lutte démocratique contre la dictature militaire est une lutte très importante, puisqu'elle permet à des

forces sociales ayant des intérêts stratégiques distincts de se ranger aux côtés du prolétariat et des paysans. Ceci permet d'augmenter l'isolement de notre ennemi principal les grands groupes monopolistes nationaux et étrangers qui garantissent leur pouvoir sur la société par l'intermédiaire d'une dictature militaire. Cependant la lutte démocratique que nous entreprenons aujourd'hui contre la dictature n'exprime qu'un aspect de nos objectifs stratégiques. Car à long terme, nous ne luttons pas pour une démocratie bourgeoise, même si elle apportait des élections libres et universelles. Le peuple brésilien connaît bien le caractère "libre" des élections bourgeoises, et il connaît bien la signification de la "démocratie bourgeoise". Ainsi, si nous ne devons pas craindre la lutte démocratique contre la dictature militaire, nous ne pouvons pas, d'autre part, l'identifier à nos objectifs stratégiques semant la confusion parmi les masses populaires, en particulier le prolétariat sur leurs véritables buts historiques.

Après la victoire sur les forces de la contre-révolution il faudra maintenir vivante la lutte contre toutes les séquelles de la vieille société. Les classes exploiteuses ont maintenu le peuple dans la plus grande ignorance pendant des siècles, cultivant des valeurs cul-

turelles et morales qui ne sont que la contrepartie idéologique de leur domination de classe. La lutte idéologique permanente contre d'idéologie bourgeoise constituera une de nos tâches les plus importantes. Même après la destruction des bases objectives qui ont été à l'origine de cette idéologie, elle ne disparaîtra pas d'un jour à l'autre, spontanément. Seulement à travers la lutte idéologique des masses sera-t-il possible de pousser en avant la révolution et de la faire atteindre tous les secteurs et niveaux de la vie de la nouvelle société.

Conclusion

Nous avons encore des camarades qui disent que la définition du caractère de la révolution, étant une question stratégique, ne présente pas une grande importance aujourd'hui, le fondamental se résumant dans la définition d'une tactique correcte pour les forces révolutionnaires. Ces camarades montrent une incompréhension du fait que la tactique doit être extraite de l'analyse d'une situation conjoncturelle donnée et de la vision globale de la lutte. Si nous ne voyons pas clairement quelles sont les classes et les secteurs fondamentaux du processus révolutionnaire, nous disperserons nos forces en travaillant sans un projet

d'ensemble qui prévoit - dans la mesure où ceci est possible - les démarches suivantes à accomplir. Il ne faut pas oublier qu'une stratégie révolutionnaire ne peut pas se réduire à une juxtaposition de tactiques. Si nous n'avons pas déclaré sur les ennemis fondamentaux de la révolution nous attaquerons à tort et à travers, nous isolant et nous privant de possibles alliés tactiques et nous contribuerons très peu pour la formation d'une conscience claire au sein du peuple concernant la distinction entre ses principaux amis et ses principaux ennemis.

De fait, si nous analysons des premières années de notre expérience révolutionnaire dans un processus armé nous verrons que nous avons commis de grandes erreurs dues à cette incompréhension. La gauche révolutionnaire, d'une façon généralisée, a méprisé de fait le travail au sein du prolétariat, classe d'avant-garde du processus. Et elle a méprisé de fait le travail au sein de ses alliés stratégiques, les paysans et les secteurs paupérisés des couches moyennes de la ville.

L'origine universitaire et intellectuelle de nos organisations révolutionnaires les a conduites à se conserver plus liées aux secteurs dont étaient issus la plus grande partie de leurs militants et combattants, et à diriger très peu leur travail politico-militaire vers les masses

fondamentales. Il est certain que ceci n'est pas dû seulement à un mépris de l'analyse de classe de notre société; ceci est fondé aussi sur d'autres déviations, à savoir le militarisme et l'avant-gardisme (que nous analyserons postérieurement). Néanmoins, une étude plus approfondie de notre réalité aurait pu éviter beaucoup d'erreurs commises. De ces déviations n'ont échappé ni même les organisations qui théoriquement défendaient une vision de classe déterminée dans le processus révolutionnaire. Le surpassement de cette déviation est fondamental pour que la gauche révolutionnaire puisse rompre son isolement des classes fondamentales dû à une pratique de dispersion.

Renforcer les liens avec le prolétariat des villes et de la campagne, avec les paysans et les secteurs paupérisés des couches moyennes urbaines est une tâche qui se situe, dès aujourd'hui, à l'ordre du jour. Augmenter notre influence au sein du peuple et participer à ses luttes quotidiennes, en mettant en avant les mots d'ordre de la révolution constitue une tâche qui ne peut plus être reportée.

Notes

(1) A côté du sucre, bien qu'à une échelle réduite, le tabac commence à être cultivé aussi, dès le début du XVIII^{ème} siècle. Il s'agit, comme on sait, d'une plante indigène d'Amérique, dont le produit a eu aussitôt une large acceptation en Europe. Mais sa production a eu un autre but: celui de servir au trafic d'esclaves comme monnaie d'échange contre ceux-ci sur la côte africaine.

(2) La décapitalisation peut être facilement constatée par le fait que les USA aient investi US \$ 2,5 millions durant les dix dernières années, et les profits drainés aient été US \$ 8 millions les 7 dernières années.

(3) 10% des propriétaires possèdent 80% des terres; laissant à 90% des propriétaires la possession de 20% des terres.

(4) Action de libération nationale (ALN), originaire de la scission du Groupement Communiste de Sao Paulo, dirigé par Carlos Marighella, du Parti Communiste Brésilien. Fondée en 69.

(5) Parti Communiste Brésilien Révolutionnaire, originaire de la fraction Corrente du Parti Communiste Brésilien, dirigée par quelques anciens membres du PCB, qui occupait des positions de responsabilité à l'intérieur du Comité Central:

Mario Alves, Apolônio de Carvalho. Fondée en 67.

(6) Organisation Révolutionnaire Marxiste de Politique ouvrière (POLOP) fondée en 1960 par un groupe d'intellectuels, dont le but était de l'élaboration d'une théorie de la révolution socialiste brésilienne. Après 64 souffre des scissions et a absorbé un groupe sortant du PCB et fonde le Parti Ouvrier Communiste (POC). Celui-ci souffre d'une scission en 1970 du groupe dirigeant traditionnel de la POLOP qui reprend ce nom.

(7) Dans ces forces traditionnelles, il faut d'abord considérer le Parti Communiste Brésilien pro-soviétique, force de gauche la plus importante et organisée avant le Coup d'Etat de 1964, qui a souffert de scissions partout dans le pays. Ces scissions sont le fondement de l'actuelle gauche révolutionnaire, et le PCB a perdu pratiquement toute capacité d'influence politique.

Il faut signaler aussi le Parti Communiste du Brésil (PC do B), scission du PCB avant 64, pro-chinois. Lui aussi a souffert des scissions, et propose une révolution anti-latifondiste et anti-impérialiste, exactement comme le PCB, bien que proposant théoriquement la Guerre Populaire. Il cherche à appliquer dogmatiquement les thèses du Président Mao.

Et finalement il faut remarquer l'Action populaire (AP), organisation originaire de la Jeunesse Universitaire Catholique et de la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC). Fondée déjà avant le coup d'Etat, propose la même stratégie que le PC do B, et après s'être définie comme une organisation marxiste-léniniste, s'approche de plus en plus de la traditionnelle organisation pro-chinoise.

(8)

Rente (US \$)	% de la population	population âgée de +10ans
jusqu'à 18	35%	23.101.515
de 18 à 27	15%	9.900.650
de 27 à 36	17%	11.220.736
de 36 à 45	5%	3.300.216
de 45 à 90	17%	11.220.736
de 90 à 180	7%	4.620.303
de 180 à 360	3%	1.980.129
plus de 360	1%	660.043

Source: "Tabulação avançada do Censo Demográfico". Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística", page 6.

1967 - 1972

le tournant

evolution politique brésilienne

La guerre révolutionnaire au Brésil est dans sa quatrième année. Elle traverse en ce moment sa première transformation dans la conjoncture nationale avec laquelle s'affronte l'avant-garde révolutionnaire qui a commencé le combat en 1966. La situation politique du Brésil a changé et ne peut plus être cernée du même point de vue politique qu'on pouvait le faire en 67-68.

La période historique comprise entre le coup d'état de 1964 et le début de l'année 1970 fut un moment très difficile pour la classe dirigeante au Brésil. Une période caractérisée par une crise économique aiguë et une transition agitée de la démocratie bourgeoise à la dictature militaire.

La situation en 67-68 a été caractérisée par un mécontentement populaire dû à la baisse brutale du niveau de vie et à la fascisation politique. Il s'est produit un phénomène de paupérisation de larges

couches moyennes qui a coïncidé avec une exploitation forcée exercée sur la classe ouvrière.

La politique anti-inflationniste de la période Castelo Branco et Costa e Silva se basait sur le blocage des salaires. Cette politique qui atteignait très violemment le prolétariat arrivait jusqu'aux couches salariées de la petite bourgeoisie d'une manière suffisamment forte pour faire surgir le spectre de la prolétarisation et du chômage.

La transition de la démocratie bourgeoise vers la dictature militaire s'est effectuée par larges bonds mais d'une manière assez maladroite. La dictature Castelo Branco-Costa e Silva était suffisamment répressive pour se mettre à dos de larges couches de la population, y compris certaines couches de la bourgeoisie, mais pas suffisamment pour écraser ce mécontentement. L'existence d'une opposition bourgeoise

locale, l'existence encore d'une certaine liberté de presse bourgeoise, l'existence à cette époque des limites de l'appareil de répression favorisaient beaucoup la montée du mouvement de contestation populaire.

Le Gouvernement Castelo Branco-Costa e Silva offrait à la classe au pouvoir tous les désavantages de la dictature sans les avantages. Ainsi, à l'intérieur de cette situation, relativement favorable, s'est formée une nouvelle avant-garde de gauche née de la scission des partis de la gauche traditionnelle et du mouvement anti-impérialiste. Les rangs de cette avant-garde de gauche furent immédiatement grossis, surtout grâce à l'esprit de contestation surgi dans les classes moyennes, et en second lieu, par la montée du mouvement ouvrier.

Avant 1964, la politique brésilienne a toujours été une politique de classe moyenne. La contestation de 67-69, de même, a été une contestation de classe moyenne dont le secteur le plus avancé était le mouvement étudiant. A l'intérieur de ce mouvement de contestation, il y eut des pointes de montée du mouvement ouvrier mais localisées dans certaines villes

Cependant, ces manifestations de poussée du mouvement ouvrier avaient un contenu révolutionnaire qui ne s'était pas manifesté au Brésil depuis les années 30. L'exemple en est surtout la grève de OSASCO (1) à San Paulo dirigée par des militants de la V.P.R. (Avant-Garde Populaire Révolutionnaire) et la grève de contagem à Minas Gerais, dirigée par les militants de la COLINA (Commandos de Libération Nationale) et de la A.P. (action Populaire) .

La campagne brésilienne, où les contradictions sont cristallisées depuis des siècles souffre infiniment moins que les villes des conséquences des différentes "conjonctures" Elle a continué, dans sa torpeur séculaire, par manque d'une perspective de lutte armée et pour ne pas avoir eu, à ses côtés, comme la classe ouvrière, une classe moyenne qui était à ce moment en plein remue-ménage de radicalisation. Il s'est produit un déphasage très visible entre la contestation urbaine et le panorama figé de la campagne, endormie dans sa totalité (il s'agit de millions de Km²) avec cependant des explosions de violence qui se produisent depuis déjà deux siècles, quel-

forces qui lui était favorable. Prenant appui sur l'armée assez "unie" dans ses cadres supérieurs, la dictature prit le prétexte d'une crise parlementaire pour faire le coup d'état du 13 décembre 68, décrétant l'acte institutionnel n° 5. Cet acte donne les pouvoirs à la dictature, écartant toutes les entraves existantes à la répression.

A la suite de cet acte n° 5 se termina le cycle du mouvement de masse des classes moyennes qui n'avaient ni le pouvoir politique, ni du point de vue militaire la possibilité d'affronter la répression.

C'est à cette époque que prit son essor la radicalisation de la lutte armée de 69. Cette année là, 11 groupes différents de guérilla urbaine agirent au Brésil, s'étendant aux villes de Rio, Sao Paulo, Belo Horizonte, Recife, Porto Alegre. A cela s'ajoutèrent au moins 20 groupes qui avaient une perspective d'action armée, qui, pour des raisons diverses, avaient été incapables de la concrétiser dans la pratique. D'autre part, il y avait d'autres organisations, comme l'Action Populaire (A.P.), le Parti Communiste du Brésil (P.C.do.B.) maoïste, le P.O.C. qui essaient de ressusciter le mouvement de masse et considéraient qu'il était encore trop

tôt pour passer à l'action.

Le "vieux" Parti Communiste disparut complètement de la scène politique, attendant des "temps meilleurs" et essayant de prendre contacts avec certains secteurs militaires nationalistes.

1969 a été l'année de centaines de récupérations (argent, armes), d'occupation de stations de radio et d'attentats. Ce fut aussi l'année des fusions, scissions, nouvelles fusions parmi les différents groupes. Par exemple, la fusion de la V.R.P. et de la COLINA et d'autres petits groupes (DISP, NML, MOREL, etc.) qui donna l'organisation appelée VAR-PALMARES. Cette organisation a scissionnée 6 mois après, quand des dissidents refondèrent le V.P.R.

On peut considérer la séquestration de l'ambassadeur américain (action menée par le MR 8 et l'ALN) comme le point culminant des activités de cette gauche confuse et dans une marée historiquement défavorable qui commençait à s'esquisser. Exactement 2 mois après est mort Carlos Marighella pendant une vague d'arrestations au sein de l'ALN en Octobre-novembre 69. 3 mois avant, toute une organisation, l'ancien MR 8 (3) de Reinaldo Pimenta, avait été entièrement détruite par la répression.

D'autres organisations comme la V.R.P. et la COLINA avaient déjà souffert de pertes sérieuses.

Détournant d'énormes ressources en matériel et en hommes en vue de la répression, modernisant et centralisant les structures répressives, le pouvoir apprenait à affronter militairement les groupes armés contre lesquels il avait été impuissant pendant un certain temps. Les victoires militaires avec les emprisonnements et les meurtres qui atteignent régulièrement la gauche révolutionnaire. Au début de 1970, la V.P.R. a été violemment atteinte, entre autre choses par la mort du grand dirigeant révolutionnaire Juarez de Brito. Le MR 8, l'ALN et le PCBR ont souffert aussi des arrestations et des meurtres. L'offensive militaire s'est continuée durant l'année 1970, et continue, ayant pour victoire les meurtres de Joaquim Camara Pereira, José Raimundo da Costa et du Cdt Carlos Lamarca ainsi que des dizaines d'arrestations, avec le démantèlement total ou partiel de diverses organisations.

L'offensive politique a commencé à l'époque de la Coupe du Monde (juin 1970).

Cette offensive est basée sur l'exploitation des mythes idéologiques de la classe moyenne, des mesures démagogiques, dans la diffusion des caractéristiques modernisante et pseudo développementiste de la dictature, et dans la calomnie et la diffamation systématique et ininterrompue de la gauche révolutionnaire. Les armes de cette offensive sont les moyens de communication de masse et formation de conscience, alliées à des réalisations et innovations de grande portée publicitaire. La corruption pure et simple des "figures artistiques", "sportives", "idoles de la jeunesse", et leur manipulation par la propagande sont un aspect important de cette offensive.

La dictature essaye de donner une image d'une stabilité dans le développement économique, d'un paternalisme qui offre à la petite bourgeoisie la prospérité future et la sécurité dans la période. Mesures de caractère démagogique comme le P.I.S. (Plan d'intégration sociale) (4) au niveau de la "collaboration des classes" ; la construction de l'autoroute Trans-Amazonie et l'extension des eaux territoriales à 200 milles au niveau du chauvinisme et du "Brésil-grande-puissance" ; et d'autres mesures,

pur "opium" populaire, comme la loterie sportive qui offre la richesse par la chance, le championnat national de Football qui canalise encore mieux le traditionnel moyen de détournement d'énergie et d'émotion sont des mesures qui complètent cette campagne.

On perçoit aussi un discret culte de la personnalité du Gal Président Médici qui apparaît comme la figure paternelle vibrant avec les succès sportifs et essayant de se mettre en avant en tant que personnage sévère mais juste.

Evidemment ce type de propagande n'est possible que dans un monologue lorsqu'il n'y a personne pour y répondre et contester. Le contrôle exercé sur les moyens de communication de masse et la presse est absolu puisqu'il n'y a pas d'autre issue que la totale collaboration.

Terrorisée par la répression violente et omnipotente, la classe moyenne se split et finit par avaler la politique démagogique de la dictature. Elle a perdu son unité sociale pour assumer les diverses solutions individuelles qui jamais ou presque ne sont inaccessibles aux classes moyennes. C'est

d'ailleurs un phénomène fréquent ; la petite bourgeoisie brésilienne n'est ni la première, ni la dernière à se plier à la répression, y palliant par des solutions individuelles et d'accomodement. Seulement le secteur intellectuel de la classe moyenne a échappé dans une certaine mesure à la capitulation et la coexistence pacifique avec le fascisme. Une partie de ce secteur est devenu révolutionnaire, se reniant en tant que classe, une autre s'est exilée.

A toute cette réalité politique s'ajoute le fait significatif d'une conjoncture économique favorable à la bourgeoisie qui en tire des profits astronomiques. La classe moyenne en retire aussi quelque bénéfice, la chute vertigineuse des salaires ayant stoppé. La crise économique qui touchait de larges secteurs de la classe moyenne en 64-69 arrive maintenant à une période de reflux. Les secteurs salariés les plus bas de la classe moyenne, n'obtiennent d'amélioration significative de leur niveau de vie mais sont socialement plus vulnérables à une propagande faite par la dictature.

Le poids des profits croissants de la bourgeoisie retombe sur le prolétariat dont la moyenne des salaires réels,

pour être la même que celle des périodes antérieures à 64 aurait besoin de subir une augmentation de plus de 65%. Dans l'ensemble de cette situation, on peut dire que la réalité politique brésilienne n'est plus la même qu'en 67-69 du fait qu'il s'est produit un glissement significatif des classes moyennes vers la droite terrorisées par la répression, illusionnées par la propagande, et consolée par des profits qui presque toujours ne sont pas pour elles. Le prolétariat, ayant été moins touché par cette mutation politique, ressentant dans sa chair le blocage des salaires, demeure le potentiel très réceptif à l'action révolutionnaire. Mais l'établissement de liens plus profonds entre l'action révolutionnaire et le prolétariat a comme obstacle la répression violente sous toutes ses formes et le bas niveau de conscience et d'éducation des masses laborieuses.

A ces difficultés, s'ajoutent les défaites politiques et militaires de la gauche révolutionnaire : les erreurs commises et l'indéniable succès de l'énorme campagne de calomnie et de diffamation envers le mouvement

révolutionnaire. La gauche est discréditée à l'intérieur de sa classe d'origine et de principale audience, la petite bourgeoisie, et n'a pas réussi à établir de liens solides avec les classes stratégiquement révolutionnaires. La gauche est partiellement responsable de n'avoir pas réussi à établir dans la mesure du possible, en 3 années de lutte un lien plus profond avec le prolétariat. Les actions armées, les expropriations, les attentats, les séquestrations étaient au-dessus du niveau de compréhension politique de la majorité du prolétariat ; seulement les classes moyennes étaient en mesure de comprendre et de formuler un jugement critique. La gauche révolutionnaire s'est laissée emportée par la dynamique d'un combat isolé et presque "personnel" contre la dictature, et a été incapable de lier son action d'avant-garde avec un travail de masse. Seulement assez tard ont commencé les premières actions armées en direction des problèmes spécifiques et en accord avec le niveau de conscience du prolétariat, et ont été entrepris des efforts pour développer un travail de masse sur de nouvelles bases.

Toutes ces erreurs,

ajoutées à la détérioration de la situation favorable de 67-69 et aux défaites militaires de la gauche, composant une situation assez défavorable dans la période actuelle. Mais cette situation de fait ne représente à aucun niveau la neutralisation de la crise du capitalisme brésilien, ni l'aplanissement des contradictions antagoniques et latentes ; ni le reflux historique du mouvement révolutionnaire qui porterait en lui un changement dans la stratégie révolutionnaire.

Les conditions objectives au sein des classes stratégiquement révolutionnaire continuent à exister. La question qui se pose à la gauche est de vaincre ses origines et d'arriver à sensibiliser et pénétrer le prolétariat et la paysannerie, vaincant le bas niveau de conscience et de culture politique de ceux-ci. Analytant les conditions réelles de ces classes au Brésil à l'heure actuelle, on voit que le prolétariat continue comme pendant toute la période de 64-69 à souffrir du blocage des salaires et de la sauvage exploitation qui est l'essence même de la croissance

économique du Brésil. La propagande dictatoriale n'a pas beaucoup de moyens d'atteindre le prolétariat. On peut considérer que même des mesures démagogiques en direction du prolétariat comme le P.I.S. (Plan d'intégration sociale) ont plus d'impact politique sur la classe moyenne que sur le prolétariat. Il peut paraître au petit bourgeois que le président Médici se préoccupe des "pauvres" et qu'il les fait participer aux profits des entreprises. Pour l'ouvrier, c'est clair que c'est une connerie que ce fonds financier d'où il ne peut sortir de l'argent qu'en cas de mort, d'invalidité de mariage ou d'achat d'un logement par la Banque Nationale d'Habitation alors que le patron peut disposer de ces fonds à n'importe quel moment pour étendre les investissements de ses entreprises. Pendant ce temps son salaire réel baisse compensant les sommes investies dans le P.I.S. Il sait que ce qui rentre dans une de ses poches il doit le sortir de l'autre. Si, d'une part, le prolétariat n'a pas participé massivement à la contestation de 67-69, d'autre part, il n'a pas non plus subi la lassitude, les déceptions et les défaites politiques de la gauche postérieures

à cette période.

Les ouvriers agricoles et la paysannerie encore plus que le prolétariat n'ont pas souffert l'impact de la contestation 67-69 et ne souffrent pas non plus des effets de la conjoncture actuelle, politiquement adverse.

A la campagne, les moyens de communication de masse, qui sont l'artillerie lourde de la politique dictatoriale n'existent pas ; pas plus que le stimulant de la Coupe du Monde, la loterie sportive, la bourse, le 200 Miles, le P.I.S., etc... Encore moins l'illusion d'une possibilité de relèvement du niveau de vie. Les 2 cruzeiros (2NF) par jour du paysan brésilien, sa faim, la mortalité de ses enfants, sont une réalité d'hier comme aujourd'hui. Il en a été et en sera toujours ainsi, à moins qu'il se passe quelque chose. Le paysan brésilien attende la violence révolutionnaire, attend quelque chose qui donne forme et contenu à la révolte latente qui explose spasmodiquement à la campagne depuis des siècles. Récemment, cette révolte a explosé dans le Nord-Est sous formes de mises à sac par des paysans chassés de leurs terres par la sécheresse

et, dans le Nord du Parana, sous forme d'occupations de terres. Le conflit entre les paysans et les bandes armées au service des latifundistes sont presque quotidiens, même s'ils n'ont pas de contenu politique approfondi.

La gauche révolutionnaire qui s'est formée en 68 a déjà commencé sa lutte. La guerre populaire au Brésil a déjà commencé. Son commencement, c'est le moment de la rupture pratique avec le réformisme, le moment des premières actions armées, le moment de la contestation radicale du pouvoir militariste bourgeois. La guerre révolutionnaire a déjà traversé une conjoncture favorable où la gauche révolutionnaire a eu un large soutien des classes moyennes. Actuellement, la guerre révolutionnaire traverse un moment défavorable du fait que ces classes moyennes sont paralysées, terrorisées, illusionnées. D'ailleurs c'est clair que seulement le prolétariat et la paysannerie portent en elles les conditions pour mener la lutte révolutionnaire jusqu'à la fin. Ce sont ces classes qui donneront, durant tout le processus révolutionnaire, la base à la guerre révolutionnaire, fournissant la plupart

de ses cadres, dans la lutte urbaine et rurale. Les classes moyennes alors neutralisées reviendront, à la faveur de situations diverses, dans le camp de la révolution. Son action sera souvent explosive, avec un grand impact sur la bourgeoisie. Dans la ligne principale du processus révolutionnaire, la classe moyenne donnera son appui à la révolution.

La question qui se pose pour l'avant-garde révolutionnaire, est de savoir lier son action avec le travail de masse, de combiner

un travail politique d'accumulation de force avec le développement constant de ses tâches armées, préparer la guerre révolutionnaire et la combinaison des différentes phases de lutte dans la campagne et dans les villes.

Le développement patient de toutes ces tâches permettra de sortir progressivement de cette phase défavorable, et briser l'isolement politique et l'encercllement militaire imposé par la dictature.

"Tout le chemin du socialisme, autant que les luttes révolutionnaire entre en considération, est pavé de défaites, et malgré cela, cette même histoire mène pas à pas inévitablement vers la victoire définitive." Rosa Luxembourg

Notes

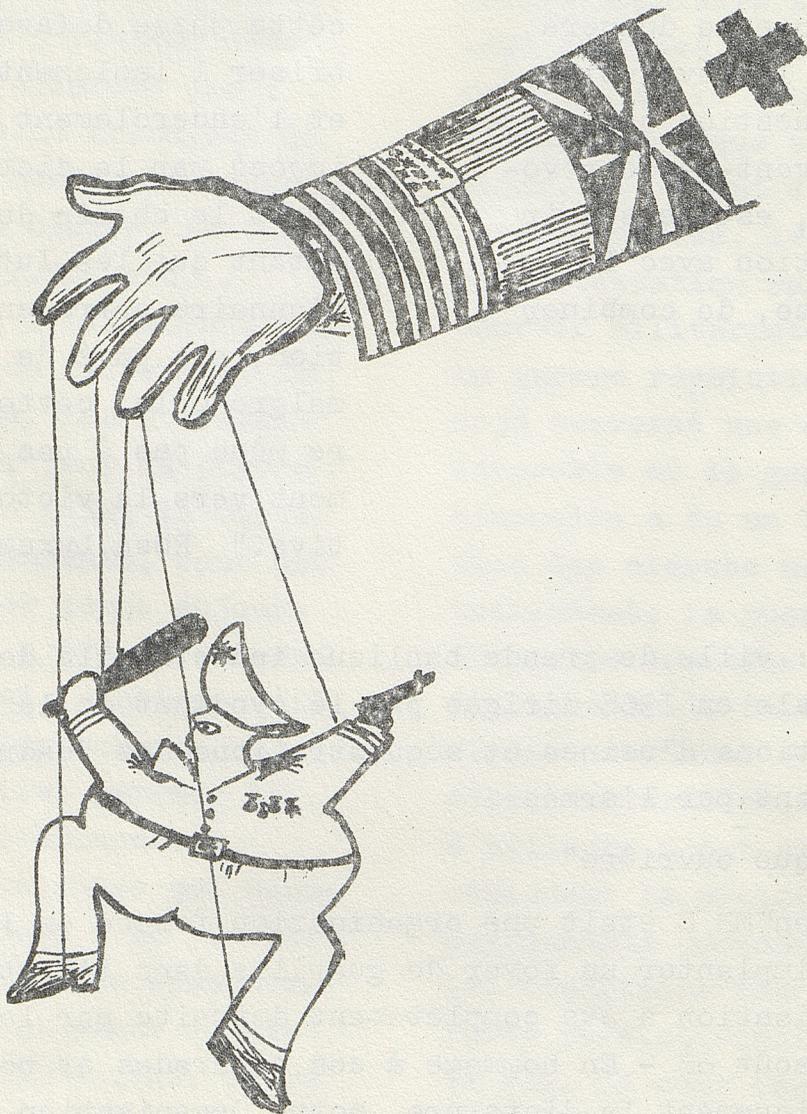
(1) OSASCO : ville de grande banlieue industrielle de Sao Paulo
Grève générale en 1968 dirigée par le syndicat de la Métallurgie avec occupations d'usines et séquestrations des "cadres" - réprimée violemment par l'armée .

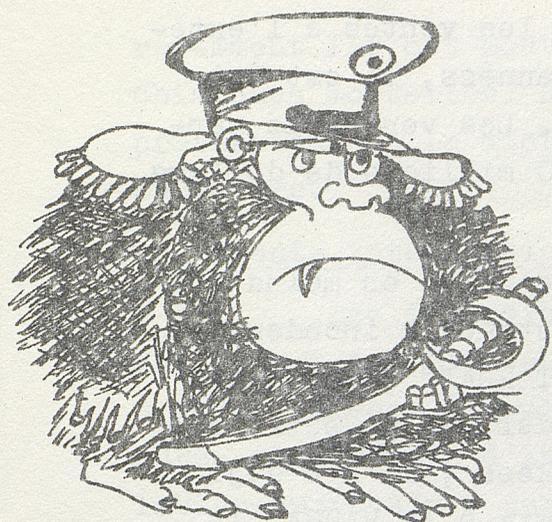
(2) "Politique ouvrière"

(3) "L'ancien" MR 8 était une organisation formée en 1968, avec objectif d'implanter un foyer de guérilla dans l'Etat de Parana. Cette organisation a été complètement détruite par la répression - juillet, août 68 - En hommage à ces camarades et pour démoraliser politiquement la dictature, notre Organisation "dissidence communiste" a repris le nom à partir de l'action de l'enlèvement de l'ambassadeur américain (septembre 1969)

(4) P.I.S. : plan d'intégration sociale : mesure démagogique qui

qui sous le prétexte de "faire participer" les ouvriers aux profits, a établi un fonds spécial par lequel l'ouvrier peut obtenir des primes et crédits (morts, mariages, invalidité, et achats d'habitations) à travers la Banque Nationale d'Habitation. Le patron peut se servir des crédits de ce fonds pour investir en matériel et capital. Ce fonds provient de la déduction des 0,5% de la production de l'entreprise et reste déposé à la Banque Centrale (de "l'Etat").





le fascisme modèle brésilien

article de "voz rebelde" journal du MIR
peruvien

Le fascisme est un danger latent dans de nombreux pays latino-américains, et c'est une dure réalité au Brésil.

Le "modèle" fasciste brésilien est aujourd'hui une grande menace pour les peuples latino-américains. Un tel "modèle" a des caractéristiques bien définies : régime de dictature militaire, subordonné à l'impérialisme yankee et ouvert à toutes ses formes de pénétration ; de plus, il est féroce-ment anti-communiste et anti-populaire, ayant supprimé les libertés démocratiques, du droit de réunion et d'organisation et même le droit d'exprimer librement des idées ; il applique une répression sanguinaire à l'encontre de divers secteurs de la population, recourant à l'extermination physique des révolutionnaires et aux tortures. A tout ceci, il faut ajouter sa prétention expansionniste qui l'amène à étendre son influence économique et politique en tant que " sous-empire " subordonné aux yankees et même représente une puissante menace militaire pour quelques uns des pays limitrophes.

Economie brésilienne seulement de nom

Le fondement de l'agressivité de la politique extérieure brésilienne réside dans la contradiction entre une capacité productive croissante, basée sur les complexes industriels de Rio et de Sao Paulo et les restrictions de son marché intérieur. Le Brésil a besoin d'une diversification et d'une expansion accélérée de ses exportations à défaut d'une réforme agraire qui détermine une croissance du marché intérieur.

Bien que la tendance économique à augmenter les ventes à l'extérieur se soit accentuée dans les dernières années, il est évident qu'il a besoin de marchés plus amples. Les ventes de marchandises hors du Pays sont passées de 1 600 millions de dollars en 1965 à 2 700 en 1970.

Mais l'économie brésilienne est de moins en moins brésilienne : les capitaux capitalistes des Etats-Unis inondent le Brésil. La DUPONT, DOW CHEMICAL, SHELL et STANDART OIL prospèrent. L'état n'a déjà plus le monopole des dérivés du pétrole, parce qu'il a remis la pétro-chimie aux yankees ; il n'a déjà plus le monopole du fer, parce qu'il l'a remis à la HANNA, la BETHLEHEM, et la U.S. STEEL. Les industries croissent parce qu'elles ne sont plus brésiliennes. Les profits qui sont exportés augmentent. Le colonialisme technologique augmente. En 1965, le Brésil payait 6 millions et demi de dollars de "royalties", licences et brevets. Dernièrement, il paie près de 70 millions annuels. Et la marche vers l'Amazonie se fait avec d'importants capitaux yankees. La NATIONAL BOLK CARRIES COMPANY, la King's Ranch du Texas et le groupe ROCKFELLER ont ainsi planté leurs crocs en Amazonie.

Le gendarme yankee sur le continent

L'impérialisme yankee exerce un contrôle de plus en plus effectif sur son satellite privilégié le Brésil. Nixon déclare orgueilleusement : "Là où va le Brésil, va le reste du continent latino-américain". De son côté, le général Golbery Couto e Silva ^{soutient} dans son livre "Aspects géopolitiques du Brésil" que " Lorsque chez nos voisins hispano-américains une opposition sans fard se développe à l'encontre des Etats-Unis, le Brésil, de par sa longue amitié qui a fait ses preuves et surtout grâce aux ressources décisives dont il dispose, doit faire contre poids loyalement".

Le Brésil converti en gendarme yankee de l'Amérique Latine, peut compter sur une puissance militaire accrue basée sur l'appui et l'assistance nord-américaine. En 1964 et 1967, les dépenses militaires ont augmenté de 178,9 %. En 1971, les dépenses militaires représentent le plus grand pourcentage du budget général de la République. En 1968, 16 000 policiers brésiliens ont été entraînés conformément au programme de l'AID et il a augmenté chaque année. Ils disposent de fabriques d'armes,

récemment ils ont monté des usines de production de substances chimiques mortelles. De plus, ce n'est pas un secret qu'une des prétentions de la dictature est de se lancer dans le domaine nucléaire.

Croissante intervention dans les pays voisins

Les investissements sur le plan politique et militaire de la part des Etats-Unis sont nombreux. Pour sa part, le Brésil a déjà commencé à montrer ses desseins expansionnistes. D'un côté, il a besoin d'intensifier son commerce avec le marché latino-américain ; par ailleurs, il doit étouffer les forces révolutionnaires qui agissent en Amérique Latine. Les points centraux sont la Bolivie, l'Uruguay, le Paraguay et quelques autres. Le Chili représente un pays dangeureux pour le régime fasciste.

Le régime brésilien a aidé avec des armes et du matériel, à destituer le Gouvernement Torres en Bolivie. Deux jours avant le coup d'état fasciste de Banzer, deux avions des forces aériennes brésiliennes ont atterri à Santa Cruz et ont débarqué des caisses contenant des armes. Quelques unes de celles-ci étaient des mitraillettes de marque INA. Les groupes de choc de la Phalange et de MNR ont bénéficié d'un armement brésilien dans les journées tragiques d'août dernier. On comprend la satisfaction brésilienne après le coup d'état fasciste bolivien. A peine 7 jours après la chute de Torres, la Banque ^{agricole} de Bolivie a reçu un crédit de 5 millions de dollars de l'Invertexport du Brésil. De son côté, Banzer, ne cache pas ses sympathies pour le Gouvernement brésilien et il visitera prochainement Brasilia.

Le régime brésilien a élaboré un plan de 30 heures pour "occuper et pacifier" l'Uruguay, dans le cas où les forces de gauche arriveraient au pouvoir. La menace d'invasion a été posée dès le moment où les Tupamaros ont intensifié leurs actions. Simultanément à la campagne du Front élargi, dans le processus électoral, les troupes de l'armée du Rio Grande do Sul ont été en manoeuvres casi permanentes. La victoire du droitier Bordaberry "ami" du Brésil est une grande victoire pour les fascistes brésiliens. En ce qui concerne le Paraguay, l'influence brésilienne est écrasante. Le Paraguay est effectivement et déjà presque une province brésilienne.

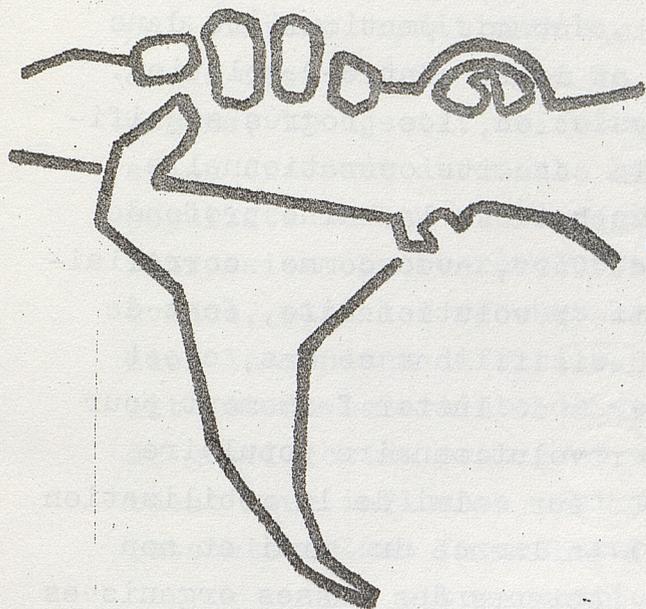
L'arrivée au pouvoir du Gouvernement chilien de l'Unité Populaire a notablement préoccupé les Etats-Unis et le Brésil. L'école supérieure de guerre du Brésil a élaboré un document - qui a été dénoncé par l'hebdomadaire "Marcha" (édition du 23.7.71) - qui considère que des gouvernements comme celui du Chili, constituent une menace de par leur influence politique. Le récent coup d'état de Banzer et son entente avec la dictature fasciste brésilienne augmente les risques d'une action contre le Chili, surtout en pensant que Banzer a commencé d'agiter tactiquement la question de la sortie vers la mer.

Tous ces faits auxquels nous nous référons ont mené l'Argentine à regarder avec de plus en plus de préoccupation la puissance économique, l'influence politique et la force militaire du Brésil. Le vieil équilibre entre les deux puissances de cette zone a été rompu. Le gouvernement argentin a été obligé d'opérer une ouverture vers les pays de la côte pacifique et à tenter l'issue électorale avec la participation du péronisme, comme réaction indubitable en face de la menace brésilienne.

Amitié avec le fascisme brésilien ?

De son côté, le Gouvernement péruvien maintient "de bonnes relations" avec la dictature de Garrastazu. Avec la visite de Mercado JARRIN à Brasilia, une déclaration commune péruano-brésilienne a été signée le 24 Mars 1971, dans laquelle les deux gouvernements condamnent la violence dans toutes ses formes et spécialement les actes de terrorisme. Et il a été convenu une collaboration pour en finir avec la violence sous toutes ses formes. Bien sûr, les signataires n'ont pas pris en considération les tortures quotidiennes et la féroce répression de la dictature fasciste brésilienne contre son propre peuple.

En synthèse, nous pouvons affirmer que le fascisme brésilien est un grand danger pour les peuples latino-américains. Son influence est sensible dans les groupes militaires les plus réactionnaires, dans les secteurs partisans de la répression généralisée contre le mouvement populaire. Au service de l'impérialisme yankee, la dictature brésilienne réprime violemment son peuple et se transforme en porte-drapeau des politiques les plus anti-populaires et anti-communistes au niveau continental. CONTRE LE "MODELE" FASCISTE BRÉSILIEN, CONTRE CEUX QUI PRETENDENT LE COPIER OU S'Y SUBORDONNER NOTRE LUTTE DOIT ÊTRE SANS QUARTIERS.



AMÉRIQUE LATINE EN ARMES

Le texte que nous présentons dans "Amérique Latine en armes" du Resistencia n° 4, est parut dans le journal révolutionnaire "El Combatiente" - organe officiel du PRT-ERP d'Argentine.

Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) - Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) est l'organisation communiste argentine la plus active. Elle se caractérise par une combativité constante et par le développement d'une action armée étroitement liée aux masses. Malgré les efforts désespérés de la dictature argentine qui essaie de coordonner la répression bestiale " à la brésilienne " avec des mesures démagogiques pseudo-libéralisantes, la lutte révolutionnaire en Argentine avance, sensibilise et mobilise de plus en plus le peuple. L'analyse de la situation en Argentine faite par le PRT-ERP est très importante pour la compréhension de cette réalité. En présentant ce texte, nous voulons aussi rendre hommage au camarade LUIS PUJALS - membre du Comité Central du PRT-ERP - assassiné sous la torture par la dictature argentine.

LA SITUATION ACTUELLE ET NOS TÂCHES

L'Argentine vit en ce moment une étape décisive. Le processus de guerre révolutionnaire a commencé. Celui-ci mènera à la victoire de la révolution socialiste, à la solution définitive des problèmes nombreux et douloureux de notre patrie et de notre peuple.

La bourgeoisie pro-imperialiste, représentée par la caste militaire au pouvoir, se défend en redoublant de férocité et essaie de conserver le pouvoir par tous les moyens pour conjurer le spectre de la révolution.

La phase actuelle a une importance particulière dans les deux domaines de la révolution et de la contre-révolution.

Dans le domaine de la révolution, les progrès significatifs de l'avant-garde de masse, la capacité opérationnelle croissante des unités de guerrillas urbaines, la haine profonde que ressent le peuple envers la dictature, avec comme corollaire la sympathie et l'appui à la lutte révolutionnaire, font de la situation actuelle un tournant décisif. Dans ce cas, c'est un impératif pour les révolutionnaires de lutter fermement pour conquérir la direction de la lutte révolutionnaire populaire aussi bien sur le plan militaire que sur celui de la mobilisation de masse. Ceci signifie renforcer l'influence du Parti et son rôle dirigeant dans les luttes des secteurs des masses organisées; cela signifie augmenter la diffusion de la ligne du Parti, du programme de l'E.R.P. grâce à une agitation et une propagande énergique, variée et bien organisée, cela signifie aussi accentuer l'activité militaire en augmentant la capacité des unités de guerrilla et l'importance des objectifs opérationnels et combattant, principalement d'extraction ouvrière et s'occuper de leur formation politico-militaire en tant que cadres responsables; cela signifie enfin: développer une politique d'alliance active qui ait comme objectif d'unir en un front toutes les organisations armées et cherche à resserrer les liens entre les courants révolutionnaires non-ouvriers et les secteurs progressistes des classes non prolétaires.

En ce qui concerne la contre-révolution, c'est aussi un moment crucial. Dès la défenestration de Ongania, la ligne d'ouverture électorale préconisée par l'équipe de Lanusse a commencé à prendre force auprès des commandements militaires. Cette ligne appelée maintenant GAN, s'est renforcée jusqu'au point critique. Il s'agit de définir la ligne anti-guerre révolutionnaire, la ligne qu'il faut appliquer dans l'immédiat pour contenir les progrès de la lutte révolutionnaire. Le GAN de Lanusse essaye de le faire avec le bâton et la carotte; isoler la guerrilla et l'avant-garde de classe, tout en frappant le plus durement possible, agrandir la base sociale du pouvoir bourgeois en lui incorporant les principaux secteurs populistes intéressés, disposés à collaborer pour sauver le capitalisme. Mais d'autres secteurs militaires qui ne croient pas à cette solution, soutien-

décide de faire une halte, d'organiser des élections conditionnées, qui en même temps qu'elles évitent toute possibilité d'un nouveau Chili, rendent possible une participation massive des politiciens traditionnels, essentiellement péronistes et radicaux. Ceci est la ligne de Lanusse du GAN qui a, à ce que nous voyons, l'objectif de faire échec à la guérilla, en l'isolant et en frappant durement. De là, la cohérence entre l'ouverture populiste du GAN et la recrudescence et le durcissement de la répression contre-révolutionnaire. Mais plus l'accord populiste avance, plus les recours légaux contre la barbarie de la répression la rendent difficile. C'est précisément de cette possibilité et de la crainte de cette possibilité, que les organisations de guérillas se protègent en partie dans la "légalité" et accentuent leur influence, qui motivent principalement les courants putschistes des forces armées.

Les ultra-reactionnaires Azul et Olavarría ont été les avant-gardes des courants militaires putschistes. Leur défaite rapide n'a été qu'une escarmouche. Les courants putschistes subsistent, arborant leur emblème "approfondir la révolution", dont la thèse principale est que pour affronter la guerre révolutionnaire, il faut un gouvernement encore plus dur, une dictature plus répressive. Les courants putschistes sont toujours forts, et s'imposeront sans doute en fin de compte, mais cela peut arriver avant ou après les élections. Car, de toutes façons, la ligne du GAN - proposée par le groupe Lanusse - a gagné du terrain en tant que plan politique des forces armées et peut se concrétiser. Si cela arrive, les militaires abandonneront provisoirement le gouvernement aux mains des politiciens bourgeois pour retourner - vigilants - à leurs casernes, reprenant leur fonction de dernière réserve de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Tout dépend des mouvements tactiques des forces populaires.

LE PIEGE DU GAN

Comme nous l'avons dit, le GAN est une tentative de l'armée, plus spécialement du groupe qui dépend de Lanusse, pour élargir la base sociale de son pouvoir et ainsi isoler la guérilla et l'avant-garde de classe et estudiantine, qu'ils voient, avec justesse, comme le véritable et dangereux ennemi. Très préoccupés par l'échec et la perte de prestige de la dictature militaire, les militaires découvrent derrière leurs vieux adversaires, c'est-à-dire les politiciens bourgeois, une nouvelle force très différente qui entre en lice : les forces révolutionnaires qui s'annoncent comme les fossoyeurs du régime capitaliste. La

caste militaire était habituée à se disputer le pouvoir en termes antagoniques, sur le plan bourgeois, avec les politiciens bourgeois ou bien entre les différents secteurs militaires, mais en respectant toujours le capitalisme, la domination bourgeoise et impérialiste. Aujourd'hui, en revanche, la classe ouvrière et le peuple ouvrent le combat en manifestant son unité, sa décision et sa haine pour la dictature, le capitalisme et l'impérialisme dans les "cordobazos" (actions similaires à celles qui se sont passées à Cordoba), de même que dans les unités de guérilla et les organisations de classe, leur capacité de mener une lutte organisée, avec une efficacité continue et un haut moral. Ceci a produit un effet quasi magique dans le camp ennemi ; en convainquant le secteur de Lanusse de la nécessité de chercher de nouveau l'appui des secteurs bourgeois. Ainsi, les anciens "ennemis" se sont transformés en "adversaires", et la stratégie du GAN a surgi. Bien plus, les secteurs putschistes eux-mêmes opposés aux élections ou à un minimum de légalité, avec leur plan "d'approfondissement de la révolution", comptent sur la participation du péronisme avec le même but : celui de tromper les masses et d'isoler les révolutionnaires.

Le rêve de Lanusse est d'attendre l'accord le plus complet avec le péronisme et le radicalisme principalement, avec le moins possible de concessions, qui débouche sur un nouveau gouvernement parlementaire pro-impérialiste, contrôlé en coulisses par les militaires, en cédant le moins possible. Mais en même temps, il semble être disposé à atteindre son objectif même s'il lui en coûte d'importantes concessions sur le plan de la légalité bourgeoise.

Le degré grand ou petit de "légalité" auquel arrivera probablement le processus électoral, et si on y arrive, dépendra des pressions de droite et de gauche, auxquelles est soumis le secteur Lanusse.

A gauche, la mobilisation des masses et l'activité des groupes de guérillas pousseront à arracher des concessions, favoriser une plus grande marge de légalité ; à droite, les menaces des putschistes, la pression d'autres secteurs militaires font obstacle à de telles concessions.

Parmi les politiciens bourgeois, qui collaborent avec le gouvernement dans la perspective du GAN, le premier rôle revient au péronisme et au radicalisme. C'est essentiellement les premiers qui doivent négocier les fins dernières du processus électoral et devront imposer certaines garanties, surtout le péronisme. Les politiciens sont conscients qu'on essaie de les

Utiliser et ils revent renverser la tendance, à partir du Gouvernement et c'est pourquoi, ils essayent d'avoir le plus de garanties possibles aussi bien pour les élections que pour une relative indépendance dans ce gouvernement futur.

Péron, qui postule de nouveau fortement en tant que sauveur du capitalisme argentin, voit un peu plus loin et essaye de jouer plusieurs cartes. Il participe au GAN, il maintient des liens actifs et étroits avec le gouvernement, mais ne se limite pas à cela, il cherche aussi à se lier aux putschistes afin d'essayer un projet à moins courte vue: basé sur son prestige, sur la bureaucratie syndicale, sur tout le péronisme populiste et en accord avec toutes les forces armées, il pense revitaliser un péronisme "gaulliste" avec lequel il espère revitaliser le capitalisme argentin caduc. Vaine espérance.

Aujourd'hui, le GAN est quelque chose de concret, c'est un bateau qu'on aperçoit s'avançant sur les eaux bouillonnantes de la lutte des classes argentines. Des courants de droite et de gauche le font tanguer et on ne sait pas encore si il réussira et dans cette dernière alternative quel cap définitif il suivra. Il louvoit dans le but de tromper et distraire le peuple opprimé avec sa fanfare. Mais pour réussir et à mesure qu'il avance, il devra permettre une plus grande affluence de gens. Les révolutionnaires seront là, dans la mesure où le peuple y est, et grâce à leur travail d'éclaircissement ils feront peser la menace de démasquer cette farce et profiteront de l'occasion pour organiser encore mieux la lutte révolutionnaire. Plus le bateau s'approchera de la rive, plus grande sera l'affluence de gens et plus facile ce sera de signaler la mascarade et d'organiser la lutte. La recrudescence de la guérilla, de plus en plus sélective et efficace visant plus clairement des objectifs impérialistes de la grande bourgeoisie, des gros bonnets du régime, tend à favoriser de plus grandes concessions, de même que la fermeté et l'ampleur des luttes de masse. Cette manifestation de la force populaire, cette pression de la gauche, sèmera l'incertitude dans le camp ennemi, affaiblissant momentanément les courants putschistes, et arrachant des concessions à la dictature essentiellement là où elle peut céder: sur le plan politique.

A l'inverse, le camp putschiste et de la parodie électorale sans concessions se fortifiera dès qu'ils devineront un affaiblissement de l'activité des masses, aussi bien dans leurs luttes revendicatrices et politiques à caractère semi-légal, que dans la lutte de guérilla. Ceci est ainsi, paradoxalement, parce que le putschisme trouvera ses motivations dans la crise irréversible

et la décomposition du régime qui va en augmentant constamment.

MASSES ET GUERRILLAS

A partir du coup de Cordoba (cordobazos), point de référence qui démasque le passage de la résistance populaire non-violente à celui de la guerre révolutionnaire et en particulier avec la naissance et l'activité croissantes des organisations de guérilla, la conviction des masses et des révolutionnaires de ce que le chemin correct qui amènera la défaite de la dictature oppressive et la solution des graves problèmes de notre pays et de notre peuple, est celui de la guerre populaire révolutionnaire. La sympathie pour la lutte armée, pour les organisations de guérilla et pour ses combattants, est de plus en plus grande, de plus en plus ample et se manifeste par d'innombrables actes de collaboration avec les combattants et les organisations armées.

De telle manière que, dans notre pays, il se fait jour une réelle possibilité d'élargissement de l'activité de la guérilla et une élévation quantitative des luttes ouvrières et populaires dans le cadre de la guerre révolutionnaire, une réelle possibilité de fusion dans les masses et sous la conduite des organisations armées. Comme nous le savons, ceci est un pas fondamental qui rend invincible la classe ouvrière et le peuple. Le front militaire s'élargit et devient de plus en plus insaisissable par l'ennemi, frappant de plus en plus fort et efficacement là où on l'attend le moins, faisant rentrer effectivement dans la lutte des milliers de combattants venant de tout le pays.

Mais pour faire ce pas fondamental qui est d'unir étroitement aux masses son avant-garde politico-militaire, amplifier considérablement la lutte de guérilla, fusionner les luttes des masses armées et non armées sous une seule direction, il est nécessaire d'étendre considérablement la liaison des révolutionnaires avec les masses, en intervenant dans les luttes de revendication, en multipliant les petites opérations, en augmentant l'agitation et la propagande, en un mot, en restant dans le contact le plus ample et étroit avec les masses.

NOS TÂCHES

Nous pouvons résumer le cadre de la situation nationale, le processus de guerre révolutionnaire que nous vivons comme suit :

1° le système capitaliste argentin se trouve en crise grave, à tel point qu'il est absolument incapable d'offrir une base

économique et sociale pour un retour à une domination non-violente de la bourgeoisie et de l'imperialisme.

2° C'est pourquoi l'essai du GAN et quelque'autre projet populiste sont irréalisables, c'est-à-dire qu'il est utopique de tenter d'isoler l'avant-garde révolutionnaire à partir d'un appui populiste. La bourgeoisie et l'imperialisme n'ont qu'une seule possibilité pour prolonger leur agonie : celui de la repression armée.

3° Les forces armées contre-révolutionnaires n'ont pas encore élaboré une stratégie révolutionnaire cohérente et maintiennent cet état d'indécision et d'opinions contraires, dont le produit est l'actuelle surenchère entre le GAN et le non-GAN. Cette indécision est momentanément favorisée par la situation internationale dans laquelle le retrait en débandade d'Indochine commencé par Nixon, a provoqué un certain dérèglement dans le fonctionnement de l'imperialisme yankee, dérèglement qui comme nous l'avons vu, se soldera par une recrudescence de la pression imperialiste dans notre continent.

4°Après un peu plus d'un an d'activité de guerrilla, il y a déjà d'importants résultats. Les unités de guerrilla se sont constituées et fortifiées, elles ont gagné en expérience et en armements. Des centaines de cadres politico-militaires solides ont été formés, un nouveau type de révolutionnaire de grande efficacité. La sympathie et l'appui des masses se traduit par l'enthousiasme de centaines et milliers de jeunes à travers tout le pays, disposés à s'unir aux organisations révolutionnaires et de milliers d'hommes et de femmes disposés à collaborer activement.

Comme nous l'avons soutenu au commencement de cet article, le tâche principale des révolutionnaires est d'intensifier leurs efforts pour transformer la guerrilla et les courants prolétariens en forces solidement implantées dans les masses prolétariennes et leurs alliés. Tâcher d'organiser la fusion latente entre l'avant-garde politico-militaire et d'importants secteurs des masses.

Ainsi que nous l'enseigne Lénine une organisation clandestine révolutionnaire a besoin pour son développement de l'"oxygène" d'une certaine légalité et doit savoir profiter audacieusement et decisivement de toute possibilité légale et semi-légale, se servir de cette brèche et lutter afin de l'agrandir. Cet enseignement de Lénine a été magistralement appliqué par les Vietnamiens sous la domination française pour agrandir leur

organisation et la convertir en une puissante force de masse. Eux ont su utiliser la "brèche légale", l'agrandir, sans oublier le conseil complémentaire de Lenine que toute l'attention d'une tâche légale ou semi-légale comporte des pressions libérales ou reformistes contradictoires qui s'annulent efficacement en maintenant la structure fondamentale de l'organisation clandestine.

Nous devons avoir à l'esprit ces orientations de la théorie et de la pratique léniniste et nous en servir de phare, de guide pour appliquer une ligne correcte dans la situation nationale actuelle.

Devant la farce électorale du GAN, la ligne de notre parti n'est pas l'indifférence, mais au contraire l'affrontement actif, c'est comprendre qu'un même temps que tromperie le GAN est une concession à la pression de la lutte révolutionnaire et que nous devons l'affronter, lutter pour arracher plus de concessions, en profitant de ses brèches légales. Le GAN ne doit pas nous faire peur ni nous alarmer. Au contraire, plus nous aurons accès à "l'oxygène" de la légalité, plus nous devons nous en servir audacieusement pour amplifier notre influence, pour nous rapprocher des centaines et milliers de jeunes que cherchent à s'incorporer à nos rangs, aux milliers de patriotes disposés à collaborer pour amener notre programme, notre ligne et nos opérations à de nouvelles couches des masses. Sans oublier qu'on ne pourra profiter avec efficacité de toute brèche légale, que dans la mesure où nous maintiendrons la structure clandestine de l'organisation, dans la mesure où toutes les cellules politico-militaires, tous les organismes du PRT et de l'ERP resteront dans la plus stricte clandestinité.

Les forces révolutionnaires doivent se renforcer le plus possible dans les prochains mois, pour être dans les meilleures conditions d'affronter victorieusement une répression plus cohérente et féroce y compris la participation directe et certaine des forces nord-américaines.

" RIEN NE PEUT BRISER LA LUTTE
REVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES "

FIDEL